

« Oter le pouvoir de l'Église sur le corps des femmes »

Ce 25 mai, la population irlandaise est appelée aux urnes. L'enjeu : retirer le huitième amendement de la Constitution qui interdit l'avortement sauf si la vie de la mère est en danger.

REPORTAGE

ROSCOMMON

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Sa trousse d'écolière est ornée du badge « Tà », « oui » en irlandais. Emma Whitney, 16 ans, ne peut pas voter ce 25 mai, mais la lycéenne affiche clairement ses idées. Cheveux roux, yeux bleus, elle distribue volontiers des insignes à ses camarades de classe, curieuses d'en savoir plus. Sur les réseaux sociaux, la jeune adolescente a rajouté à ses photos de profil le logo du mouvement « Repeal » (traduisez « abrogation », NDLR). Dans cinq jours, la population irlandaise est appelée à voter pour le retrait du 8^e amendement inscrit dans la Constitution depuis 1983. Cet article reconnaît « le droit à la vie de l'enfant à naître ». De fait, il interdit d'avorter sur le sol irlandais sauf si, exception inscrite depuis 2013, la vie de la mère est en danger. Sur le papier, les Irlandaises peuvent encourir jusqu'à 14 ans de prison.

Savita Halappanavar, le déclencheur

Cela fait cinq ans et demi que le sujet est revenu dans l'actualité en République d'Irlande. La mort de Savita Halappanavar, en octobre 2012, a ravivé le débat dans ce pays de tradition catholique où en parler reste encore tabou pour beaucoup. Cette femme d'origine indienne est décédée des suites d'une septicémie alors qu'elle faisait une fausse couche car l'équipe hospitalière avait refusé de l'avorter. « C'est un pays catholique », lui avait dit une infirmière ! », se révolte Emma. C'est à ce moment-là, à 11 ans, que la jeune adolescente entend parler pour la première fois de l'avortement. « Au départ, je trouvais que c'était immoral. Je ne comprenais pas pourquoi on pouvait avorter éthiquement parlant. Mais lorsque j'ai entendu le cas de Savita aux infos, j'étais horrifiée...

Comment peut-on laisser mourir une femme ? » En quelques années, elle a mûri sa réflexion et se définit désormais « pro-choix » : « Ce n'est pas tout noir ou blanc. La vie peut être difficile et on peut ne pas avoir les ressources financières ou même le désir d'élever un enfant. »

Ces dernières semaines, en vue du référendum, Emma en discute avec ses copines à l'école catholique de filles où elle est scolarisée, à Roscommon, un village rural de 6.000 habitants situé au milieu de l'île. « Toutes mes amies ont le même avis que moi. Le reste, c'est 50-50, évalue celle qui essaie de mettre fin à la réputation conservatrice de cet endroit du pays. Un vent libéral est arrivé jusqu'à Roscommon, assure-t-elle. L'avortement est une problématique avec laquelle ma génération a grandi. On en parle beaucoup plus librement que nos parents même si dans nos écoles catholiques, nous n'avons pas d'espace libre pour en discuter. On a envie de faire enfin rentrer l'Irlande dans le 21^e siècle ! »

Début 2013, suite à la mort de Savita, des femmes socialistes ont senti que c'était le bon moment pour se mobiliser pour le droit à l'avortement et créer leur propre collectif : Résistance contre l'oppression, le sexisme et l'austérité (Rosa). Rosa fait partie de ces groupes qui ont rassemblé la jeune génération autour d'une cause commune : un ras-le-bol face à l'Église catholique. Le référendum pour le mariage pour tous voté il y a trois ans à 62 % les conforte dans cette idée. Les jeunes aspirent à une Irlande plus libérale et moderne. C'est une défaite pour l'institution religieuse. Le référendum qui se tient d'ici une semaine reste dans la continuité de ce mouvement. Malgré cela, contrairement à la cam-

pagne de 2015 qui rassemblait dirigeants et opinion publique, ce référendum sur l'avortement divise la population et cristallise les tensions. Le camp du « non » joue sur la peur de l'« après ». Car si le « oui » l'emporte, le gouvernement propose une légalisation jusqu'à douze semaines de grossesse sans restrictions et, au-delà, pour des cas extrêmes où le bébé naît mort-né.

Dernière ligne droite

Ce mercredi 16 mai, une quinzaine de personnes se sont retrouvées au local du petit parti socialiste Solidarity. « Dernière ligne droite, c'est notre dernier porte-à-porte avant le référendum ! », s'exclame Conor Payne, membre de Rosa, avant de partir à Blarney, une ville de 2.500 habitants au nord-ouest de la deuxième plus grande ville de République d'Irlande, Cork. L'audience est constituée à large majorité de jeunes femmes non encartées.

« C'est important pour moi de m'engager maintenant car c'est une façon d'enlever le pouvoir que l'Église catholique a sur le corps des femmes irlandaises », raconte Niamh O'Connell,

22 ans, qui participe à des actions avec Rosa depuis moins d'un mois. Si cela passe, je me dis que j'aurais joué un rôle et si cela ne passe pas, au moins, j'aurais fait tout ce que j'ai pu. » Pendant le trajet jusqu'au point de rassemblement, elle énumère les différents scandales révélés ces dernières décennies par la presse : « Tu n'as qu'à voir la façon dont nous avons été traitées... Les couvents de la Madeleine, les foyers mères-enfants où les femmes étaient envoyées pour avoir "péché" et être tombées enceintes hors mariage... »

Chaque jour,
10
Irlandaises
vont avorter en
Angleterre

Prospectus en main, Linda Young tente de convaincre les indécis. « Je ne fais pas confiance aux politiciens. On ne sait pas trop ce que peut devenir la loi si on leur laisse les pleins pouvoirs... », s'inquiète une habitante de 23 ans à l'encadrement de la porte. « Vous savez, la loi est claire. Ce ne sera que jusqu'à douze semaines... », lui explique Linda. La jeune femme, réticente à discuter, coupe court à la discussion. A la maison voisine, quatre hommes en habits de chantier, entre trente et cinquante ans, discutent dans le jardin. « Bonsoir ! Je fais du porte à porte pour le "oui" pour le référendum de la semaine prochaine... Allez-vous voter ? » « Non, on n'a jamais voté de notre vie ! », répliquent, hilares, deux hommes en chœur. Linda argumente : « Cette fois-ci, vous pouvez faire une bonne action ! » Le plus âgé approuve : « C'est vrai que plus je lis les histoires des femmes qui partent avorter en Angleterre, plus ça me dégoûte... Il faut arrêter d'exporter nos problèmes. » Selon les chiffres du département de la

Santé britannique, en moyenne dix femmes prennent l'avion ou le bateau tous les jours pour avorter dans les cliniques anglaises.

Au bout de deux heures et demie d'action, Connor Payne, l'organisateur ce soir-là, comptabilise les réponses récoltées par les activistes : « 58 "oui", 37 "je ne sais pas" et 23 "non". Une bonne soirée ! » Malgré tout, ce militant de 29 ans du parti socialiste ne veut pas crier victoire trop vite : « Rien n'est garanti. »

Uniquement composée de jeunes, la mobilisation ? Heather, l'une des activistes de 21 ans, nuance : « Des fois, je me dis que oui, d'autres que non. Il y a des personnes qui luttent déjà en 1983 contre le 8^e amendement et qui restent mobilisées cette fois-ci ! » Katie Kirwan renchérit : « Cela dépend vraiment de la famille dans laquelle tu grandis. Ma mère a toujours été "pro-choix". » D'autres sont « pro-vie ». Comme cette étudiante en art de 21 ans, militante chevronnée depuis des années. Ce soir-là, elle a amené

pour la première fois Clara, sa petite sœur de sept ans sa cadette. « Même si je ne peux pas voter, le résultat va impacter directement ma génération », ajoute cette dernière.

La participation des jeunes à ce scrutin reste néanmoins décisive, estime Dervla McNeice, 23 ans et présente au porte-à-porte. « C'est celle qui a été le moins influencée par la religion. Beaucoup d'entre nous ne croient pas en Dieu. » Selon les sondages, les jeunes entre 25 et 34 ans sont ceux qui cumulent le plus haut pourcentage pour le « oui » : 53 %. En second, ceux entre 18 et 24 ans. Pour cette plus jeune tranche des votants, c'est une « forte chute » par rapport au mois dernier, indique *The Irish Times*. Les derniers jours vont être cruciaux pour la mobilisation. ■

MANON DENIAU

SONDAGE

Le « oui » en tête

Selon le dernier sondage publié la semaine passée dans le quotidien national *The Irish Times*, le « oui » reste en tête avec 44 % mais a perdu trois points par rapport au mois précédent. Le « non », qui représente 32 % des sondés, a gagné

quatre points. 17 % restent indécis, une légère baisse. Parmi les votants du « oui », 34 % estiment que la proposition de loi « va trop loin », note le journaliste Pat Leahy qui analyse les résultats. De plus, le fait que le Premier ministre Leo Varadkar fasse ouvertement campagne pour le « oui » peut jouer en la défaveur de son camp. La

campagne anti-avortement tient un discours de défiance envers la classe politique et les médias « biaisés » alors que la population vient d'apprendre, il y a quelques jours, que 18 femmes sont décédées du cancer du col de l'utérus après que des résultats de frottis se soient révélés faux.

M.D.